DIAL 2271 - À propos de la détention de Pinochet

CHILI - Apprendre à être citoyens

Loretto Buttazzoni & Ernesto Rodriguez

samedi 16 janvier 1999, mis en ligne par Dial

La détention de Pinochet, dont la situation est de nouveau examinée par le Collège de 7 juges désigné par la Chambre des Lords, a suscité des réactions qui manifestent à l'évidence un Chili divisé, dépourvu de consensus sur l'une des périodes les plus dramatiques de son histoire. La question des droits de l'homme, notamment le droit d'être citoyen, est au cœur du débat. Ernesto Rodriguez, coordinateur académique du Centre d'études politiques (CEP), exprime ici un point de vue d'autant plus intéressant en la matière qu'il émane de quelqu'un se définissant lui-même comme « libéral-conservateur ». Interview réalisée par Loretto Buttazzoni, parue dans Mensaje*, décembre 1998 (Chili).*

Parmi les multiples opinions et déclarations, on recourt à l'argument de la conscience pour justifier certains actes lorsque ceux-ci ne se justifient pas de fait. Ernesto Rodríguez, citant cette phrase de Laurence Sterne, essaie de comprendre ce qui arrive à partir de l'affaire Pinochet : « Il faut se méfier de la conscience, parce que normalement, nous les humains, avons tendance à l'accommoder selon nos propres intérêts. » Sterne signale par exemple que les vicieux ont toujours leur conscience en vacances ; que les impitoyables - ceux qui disent qu'il faut « s'en tenir aux conséquences » - ont eux-mêmes une conscience dure, impitoyable ; que les tricheurs protègent toujours leur conscience avec la lettre de la loi. Et finalement, ceux qui croient purifier leur conscience par la confession, oublient que leurs actes ont des conséquences et que le pardon n'efface pas ces conséquences. C'est pourquoi, Sterne dit : ou nous avons une conscience pour tout ou il vaut mieux ne pas argumenter à partir d'elle.

Pour cette raison, afin que notre conscience ne décide pas de façon arbitraire, les lois existent. On pourrait dire que la morale se rapporte à la conscience et le droit à la loi. Toutefois, il existe un point de rencontre entre notre conscience et un point de vue objectif, qui est celui de la loi.

Mensaje : Que se passe-t-il actuellement au Chili par rapport à l'utilisation de l'argument de conscience ?

Ernesto Rodríguez : La société chilienne a tendance à croire que son point de vue prévaut par rapport à celui du reste du monde. Nous avons toujours considéré que la réalité chilienne est différente et meilleure. Par exemple, que les vins chiliens sont les meilleurs, alors que ce n'est que maintenant qu'ils commencent à être exportés. Ou encore qu'au Chili nous sommes tellement parfaits que notre pays est le seul où il n'existe pas une loi autorisant le divorce, même si cela ne veut pas dire que les couples mariés s'entendent à merveille. En effet, nous nous inventons des images qui nous paraissent justes, mais qui en fait ne le sont pas. Et quand nous pensons ainsi, nous répétons : « Nous sommes moins nombreux, mais meilleurs que les autres. Le reste du monde va mal, pas le Chili. Les juges de par le monde sont partials, mais pas les juges chiliens. » Alors, nous devenons aveugles et réduisons l'image du monde à partir de nos préjugés. Ce mélange de provincialisme, d'ignorance et d'auto-complaisance constitue le pire fantasme de notre pays.

Lorsque nous nous exclamons : « regarde comme les communistes sont méchants », cela voudrait-il dire que pour être anticommunistes nous sommes bons ? Nous parvenons à identifier à notre propre liberté le

fait de nous libérer des communistes. Mais il est arrivé que pour nous libérer des méchants, nous avons commis des abus absolument intolérables pour la conscience morale et pour la justice. Et honteusement, nous avons eu une Cour suprême qui ne s'en est tenu qu'à la lettre de la loi.

Comment situer dans tout cela l'affaire Pinochet ?

Lorsque nous parlons de Pinochet, il ne faudrait pas penser qu'il s'agit d'un homme intrinsèquement mauvais, car personne n'est très mauvais. Nous sommes tous plus ou moins bons ou plus ou moins mauvais. Si nous sommes chrétiens nous espérons que la grâce est plus forte que le péché. Dans ce mélange par lequel nous nions notre méchanceté et attaquons les « méchants », c'est-à-dire les « autres », Pinochet a incarné le pire de notre sensibilité morale mesquine. Pinochet est semblable à ce que nous sommes très souvent nous les Chiliens. Il est vrai, il est directement responsable. Il avait dit qu'au Chili aucune feuille ne bougeait sans qu'il ne le sache. Mais il y a également une responsabilité de toute la société chilienne. Lorsque Pinochet perd le plébiscite en 1988, il le perd en obtenant 42 % des voix. Ces 42 % se sont moqués du sort des détenus-disparus. Pinochet est représentatif d'un certain type de Chilien et de Chilienne, malheureusement assez commun. Donc, le problème n'est pas uniquement de juger Pinochet, il faudrait également que nous les Chiliens, ne continuions plus à utiliser notre conscience seulement pour les choses qui nous conviennent.

Quelles sont les caractéristiques qui font de Pinochet un personnage représentatif d'un grand pourcentage de Chiliens ?

Il est très affectif avec sa famille et les siens. C'est un très bon sentiment, mais il nous fait nier l'existence des autres familles. Aussi important que le sens de la famille est le sentiment d'appartenir à une communauté, non seulement en termes chrétiens mais également politiques. On est père de famille et en même temps citoyen. Les partisans de Pinochet considérèrent que la citoyenneté n'était pas importante au Chili. Il ne peut pas exister une citoyenneté avec une constitution et des lois faites sur mesure.

Retrouver la citoyenneté

Alors, quel est notre défi ?

Rétablir la citoyenneté au Chili. Éliminer certains vices qui fonctionnent grâce à la peur et qui sont propres à une maffia « protectrice ». Au moment du plébiscite, je me suis senti obligé de préciser pourquoi je votais « non », parce que je suis plutôt libéral-conservateur. Alors, j'ai envoyé un article au journal La Época, intitulé « Les raisons d'un libéral ». Elles se résumaient ainsi : je n'accepte pas de protection. Ce que Pinochet proposait était de nous libérer de certains individus mauvais. C'est l'argument avec lequel agissent les maffias. En échange de ton silence, on t'offre une protection. Mais, contre le mal, je me protège par la loi et non en demandant à un seigneur de le faire. S'il y a des abus, ils devront être jugés en conformité à la loi. C'est l'essentiel. La consigne de ces années-là était : « oublions la citoyenneté, abandonnons tous ces upelientos [1] à leur sort, ce n'est pas notre problème. Désormais, nous vivrons en paix et en sécurité. » Vous rappelez-vous d'une pancarte qui disait : « En ordre et en paix, le Chili avance » ?

Ce qui arrive ces jours-ci nous place à nouveau devant l'alternative de la « protection » : êtes-vous partisan du Chili ou acceptez-vous que d'autres mettent en question votre souveraineté ? Le droit devient de plus en plus international. Nous sommes citoyens du monde. Mais pour moi il n'est pas aussi évident que Pinochet puisse être jugé actuellement en Espagne. J'ai l'impression qu'il serait mieux que nous le fassions ici. Sinon quand apprendrons-nous à être des citoyens ? La citoyenneté nous permet d'unir la conscience et la loi. Personne ne nie la bonne gestion économique du gouvernement de Pinochet. Toutefois, même ses partisans ne parviennent à justifier les abus.

Ces dernières années, il s'est formé un certain type de citoyen, ou de semi-citoyen, qui n'a pas envie de participer politiquement tant qu'il a la poche pleine. Qu'en dites-vous ?

Bien. Il y a un point central qui est en rapport avec la participation et le rôle conféré aux forces armées. Est citoyen celui qui participe. Quant aux forces armées, leur mission est de sauvegarder la citoyenneté. Mais cela n'a pas été le cas au Chili. Ici, les forces armées ont promulgué une constitution et elles en sont garantes. Or personne n'est garant de la constitution, nous en sommes tous responsables. Les membres des forces armées sont aussi citoyens que le monsieur qui conduit un bus ou que le chirurgien qui travaille à l'hôpital. Aux forces armées on a confié une mission de sécurité et non celle de surveiller le pays. Au Chili on a confondu le fait d'être président de la République et chef des forces armées. De cette confusion vient la crainte que les forces armées vont de nouveau intervenir. Alors que, véritablement, elles n'ont rien à faire à ce sujet. Le degré de dépendance qu'elles ont eu vis-à-vis du général Pinochet a été très grave. C'est alors qu'il s'est produit cette confusion totale entre citoyenneté et pouvoir.

Ce qui arrive actuellement devrait nous servir à penser deux choses : qu'il n'est pas vrai que tout le monde est mauvais et que seul le Chili est bon ; et qu'au Chili on a commis des actions inacceptables, qui devraient être jugées et condamnées. Tant que cela ne sera pas accepté, il n'y aura pas de réconciliation ni de pardon possible. Parce que le pardon passe par la reconnaissance des abus commis.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2271.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *Mensaje*, décembre 1998.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Façon péjorative de désigner les militants de l'Unité populaire (coalition qui a porté au pouvoir Salvador Allende en 1970) (NdT).